

EXPRESS

MONTRÉAL — Au pays, les consommateurs ont fait des achats l'an dernier d'une valeur de 19 milliards de dollars en utilisant leur carte de paiement direct. Il s'agit d'une augmentation de 9 milliards de dollars par rapport à l'année précédente. Selon Marc André Lacombe de la firme Interac, cette pratique est de plus en plus courante, même si des frais d'utilisation sont imposés par les banques pour la plupart des transactions. (Matinternet)

MONTRÉAL — Le Conseil du patronat du Québec souhaite la tenue d'une commission parlementaire spéciale afin de débattre en profondeur de la règle du «50 pour cent + 1» pour gagner un référendum. Le CPQ remet en question la faisabilité de réaliser la souveraineté avec un résultat aussi serré. Le président du Conseil, Ghyslain Dufour aimerait que les employeurs ne soient plus pénalisés lorsqu'ils incitent leurs employés à choisir l'un des deux camps en campagne référendaire. (Matinternet)

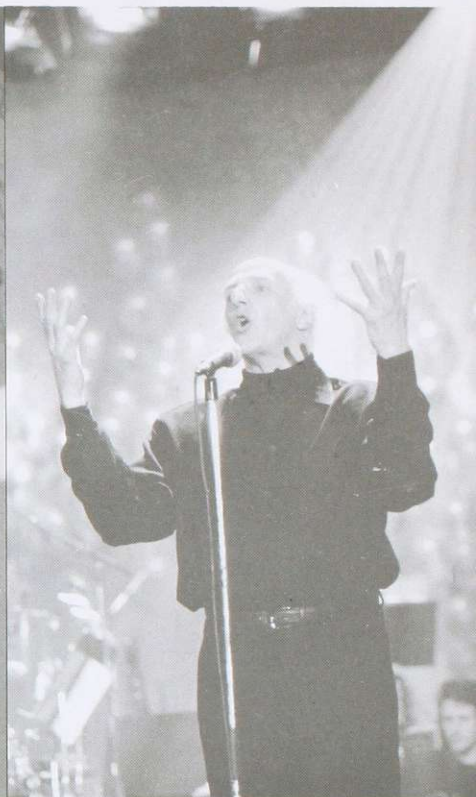
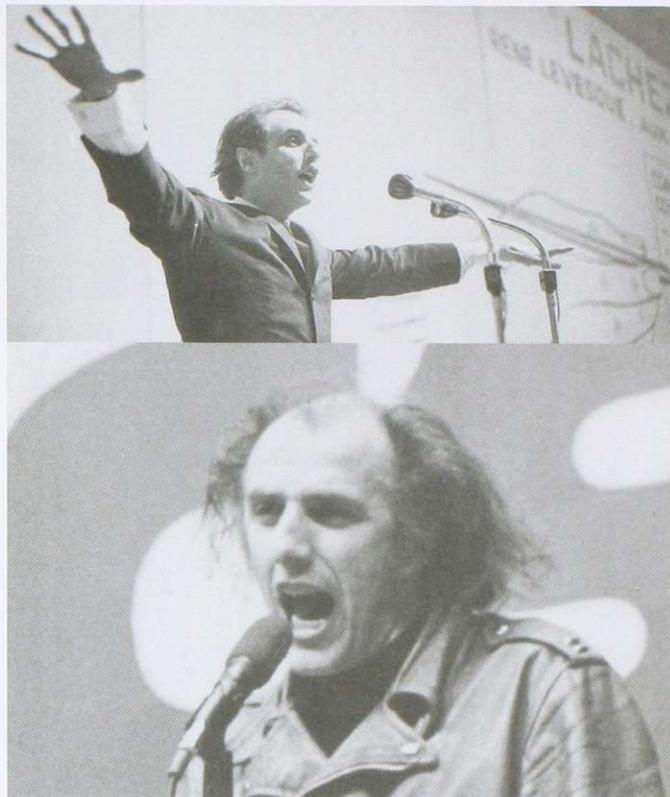
FRANCE — La France dénonce les mesures américaines contre les pays qui commercent avec Cuba. Devant l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique, le ministre français délégué au Commerce extérieur a expliqué qu'il étudiait des mesures possibles contre les États-Unis. Les États-Unis sont en train de finaliser une liste de dirigeants européens, mexicains et canadiens qui pourraient se voir interdire l'entrée du territoire américain en raison de leurs liens commerciaux présumés avec Cuba. (Matinternet)

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le jeudi 23 mai 1996



Aujourd'hui
La force
des femmes
dans
la solidarité



Pour le 75^e

Vigneault en trois temps

Le congrès s'est offert hier soir une profonde respiration et quelques battements de coeur pour les soixante-quinze ans du mouvement.

Des centaines de membres, des centaines d'amis sont venus hier soir se dire leur émotion d'avoir participé, à divers titres comme à diverses époques, à ses heures les plus stimulantes comme les plus éprouvantes.

Au cours d'une soirée menée par Jean-Claude Germain et dont certains

moments ont atteint un haut niveau d'émotion, les Paul Piché, Michelle Rossignol, Rémy Girard, Julie Massicotte et Michel Garneau ont marqué par la poésie et la musique le rappel des grandes étapes de la CSN.

Gilles Vigneault avait soulevé des milliers de fonctionnaires provinciaux en 1966, au Patro Roc-Amadour à Québec; il avait nourri la colère des militantes et des militants à Sherbrooke, en 1973, lors d'une soirée de solidarité en

l'honneur de Marcel Pepin, emprisonné.

Solidaire comme jamais, le grand Vigneault est revenu hier, aussi jeune que le mouvement, aussi alerte et aussi fringant.

Et les Gens du pays dont nous sommes s'en souviendront longtemps.

**Urgence: des promesses
qu'il reste à remplir**

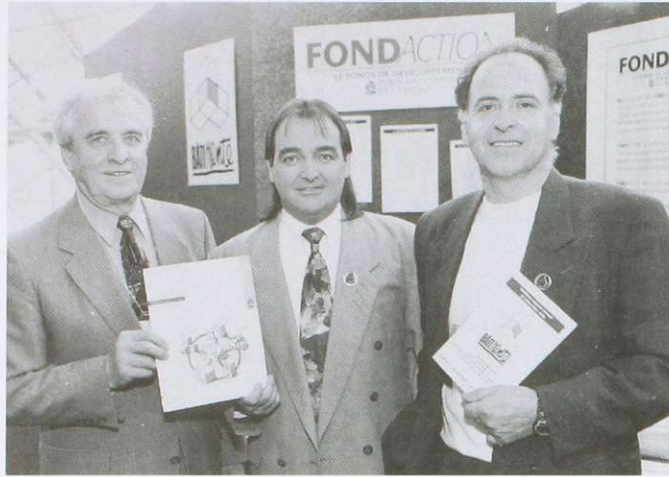
TABLE RONDE

Pages 6-7

Nos outils collectifs

Marc Laforge

Ça ne fait pas souvent les manchettes parce que pas très spectaculaire, mais il y a longtemps que la CSN se préoccupe de développement économique et social. Depuis les années 1980, la CSN a mis sur pied de multiples outils de développement économique et social, dont le Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi, le fonds Bâtirente et Fondation. C'est l'interaction, la synergie et la complémentarité de ces outils collectifs, avec la contribution des partenaires de la CSN: les caisses d'économie, SSQ-Vie, les Conseillers financiers du St-Laurent, les coopératives en milieu de travail, que notre mouvement présente dans la brochure *Nos*



outils collectifs, déposée aux congressistes hier. Cette publication se veut une référence de base pour les militantes et rassemble sous un même couvert l'ensemble ac-

teurs que la CSN s'est alliés pour outiller économiquement ses membres.

Hommage à la caisse de Québec

La CSN a profité du lancement de *Nos outils collectifs* pour rendre hommage à la Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs de Québec, dont le mérite a été reconnu par sa fédération et Desjardins. La Caisse de Québec compte parmi les 80 institutions financières coopératives que la CSN a contribué à mettre sur pied. La Caisse de Québec est un important partenaire de la CSN et de ses outils de développement économique et social. Le président de la Caisse de Québec, André Therrien, le trésorier de la CSN, Michel Lessard et le coordonnateur de la caisse, Clément Guimond posent pour le *Quotidien du congrès*.

La CSN en commission parlementaire

La CSN s'est opposée hier, à Québec, à plusieurs dispositions du projet de loi 116 dont l'étude, en commission parlementaire des Affaires sociales, vise à amender la Loi sur la Santé et les Services sociaux du Québec. Le vice-président de la CSN Marc Laviolette dirigeait la délégation de la FAS, de la FPPSCQ et du SPTM.

Nous nous opposons particulièrement à l'abolition des assemblées régionales de la santé et des services sociaux proposée par le gouvernement. Il n'est pas opportun d'abolir ces instances qui n'ont même pas encore complété leur premier mandat. Nous proposons plutôt de reconduire ces mandats dans leur cadre actuel, pour une période de trois ans, et d'en faire ensuite un bilan.

La CSN appuie cependant les modifications au processus électoral visant à exiger que les personnes ayant droit de voter pour des candidats aux conseils d'administration soient résidentes du territoire de la Régie régionale concernée.

Luc.L

Comité exécutif

Cinq membres du Comité exécutif de la CSN ont été réélus à leur poste pour un nouveau mandat: Pierre Paquette, secrétaire général, Michel Lessard, trésorier, Claudette Carbonneau, Roger Valois et Marc Laviolette aux vice-présidences.

À la présidence, Denise Gagnon a présenté sa candidature contre Gérald Larose, qui sollicite un huitième mandat.



Militantes des droits humains et sociaux ou syndicalistes, elles ont étudié le droit et choisi la CSN pour leur stage de formation professionnelle, au cours des six prochains mois. Lock-outée chez Nationalair durant 18 mois, Christina Cabral oeuvrera à la défense des accidentés du travail à Montréal. Forte de son expérience au Mouvement action chômage, Marie-Claude Chartier sera de l'équipe de défense des lois sociales à Québec. Anne-Marie McSween et Louise-Hélène Guimond, cette dernière étant déléguée auxiliaire chez les cols blancs de Montréal, se joindront à l'équipe du Service juridique de la CSN à Montréal et Québec.

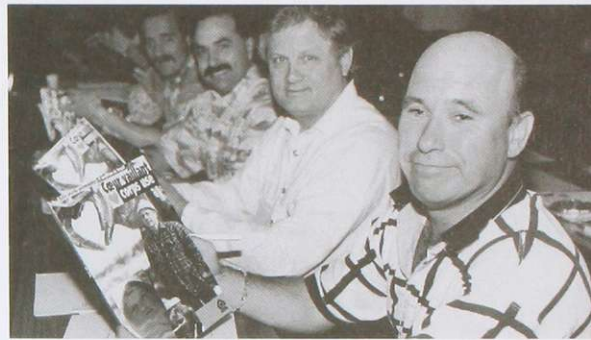
M.C.

Santé au travail

Santé syndicale

Lucie Laurin

C'est une décision stratégique que celle d'intégrer, au cours de ce congrès la proposition sur la prise en charge de la santé-sécurité à la question de la reconnaissance du rôle des syndicats dans l'organisation du travail: la santé-sécurité, ça se vit au quotidien, a déclaré le vice-président Marc Laviolette. Et elle est préoccupante pour les membres. À preuve, un sondage CROP réalisé en décembre 1995 qui révèle que pour 94% des simples membres de la CSN, la santé-sécurité constitue la deuxième priorité, immédiatement après l'emploi.



Le livre *Coeur vaillant, corps usé* donne la parole aux membres sur leurs problèmes de santé-sécurité



Marc Laviolette a annoncé la distribution d'un outil de sensibilisation en santé-sécurité. «Dans ce livre, la parole est donnée aux gens, a-t-il dit. Il y a encore beaucoup de milieux de travail, de conditions de travail, qui rendent malade, qui blessent, mutilent, tuent. Trop de travailleuses et de travailleurs qui arrivent à

l'âge de la retraite usés, fatigués, et ne peuvent en profiter. Plusieurs, d'ailleurs, ne se rendent même pas jusque-là.»

À la CSN, depuis deux ans, un virage s'est opéré en faveur de la prise en charge de la santé-sécurité par les syndicats. Deux services ont été fusionnés pour créer le Service de santé-sécurité-environnement afin de mieux intégrer la question juridique et la

dimension prévention. Les semaines de santé-sécurité ont été consacrées à cibler les syndicats qui éprouvent des problèmes à s'occuper de la santé-sécurité dans leur milieu de travail pour leur proposer ressources et appui. La position de la CSN sur l'assignation temporaire a été corrigée pour mieux l'ajuster à la réalité et répondre aux besoins des syndicats. «Déjà, notre effort a porté fruit, a déclaré Marc Lavio-

lette. Une enquête a révélé que le taux d'organisation des syndicats en santé-sécurité a doublé depuis deux ans!»

La santé et la sécurité des travailleuses et des travailleurs n'est pas un sujet anodin, périphérique. C'est une condition essentielle sans laquelle une vie de travail ne peut être ni satisfaisante, ni réussie, a conclu le vice-président.



Appel solennel et avertissement

Le président Larose a lancé un appel solennel au gouvernement pour qu'il adopte sans délai la proposition déposée le 16 mai par la CSN dans le but de redonner plein effet à l'article 45 du Code du travail, et ainsi empêcher l'hôtel Méridien de donner suite à son projet de se débarrasser du syndicat en remplaçant les 300 employés actuels par des sous-traitants. Et à l'adresse de l'hôtel, entouré par une chaîne humaine de 1500 personnes, il a précisé: «Je ne veux pas ressasser le passé, mais il y en a un dans Charlevoix qui s'est essayé à ce jeu-là, et il n'est plus là!»

Un nombre grandissant d'employeurs ont commencé à recourir à l'assignation temporaire. L'unique objectif poursuivi est d'éviter de déclarer leurs accidents du travail et de voir augmenter leur cotisation. Les associations patronales ne s'en cachent pas et en font ouvertement la promotion auprès de leurs membres tout comme, d'ailleurs, la CSST.

Le phénomène a pris aujourd'hui des proportions alarmantes: il est devenu monnaie courante chez les gros employeurs, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et de la forêt, ainsi que dans les grands établissements de santé. (...)

Pour éviter l'isolement de la personne accidentée, il faut que le syndicat prenne en main l'assignation temporaire, qu'il en fasse un dossier collectif. La victime doit recevoir son appui tout au long du processus, être informée de ses droits et des conséquences que peut avoir une assignation temporaire, être assurée d'un suivi médical et syndical constant si elle accepte une telle assignation, être conseillée et soutenue si l'employeur conteste l'accident, être entourée au moment de la réintégration à son poste de travail. En plus d'appuyer la victime dans toutes ses démarches, le syndicat a également une autre responsabilité importante: celle de faire pression sur l'employeur pour qu'il adopte des mesures de prévention.

Seule une action syndicale vigoureuse et soutenue peut faire en sorte que l'assignation temporaire cesse d'être un événement individuel potentiellement dramatique pour devenir un problème collectif contrôlable.

— L'assignation temporaire suite à une lésion professionnelle, CSN, janvier 1996

La distinction, quand on l'a

Le grand monologue Raymond Devos raconte: un jour, je me rends dans un grand jardin voir de près la fameuse sculpture de Rodin, *Le penseur*. Je le trouve là, qui cogite en effet, sa main soutenant une tête trop pleine. Et à ses pieds, tout autour, se trouvent des dizaines de petites pensées, de toutes les couleurs. Comme il est plaisant de croire que les idées se répandent...

Il en va ainsi quand les sociétés se distinguent. Mais la conception qu'on se fait de la distinction semble différer fortement selon que l'on soit du Québec ou du reste du Canada, mieux connu sous l'appellation de ROC... C'est sans doute en vertu de cela qu'est née cette idée de société distincte, dont on refuse absolument de nous affubler hors Québec — et à laquelle d'ailleurs nous ne tenons pas du tout! Pourtant, les faits sont là. Ils sont

durs, mais ce sont les faits, comme l'affirmait déjà Vladimir Illitch Oulianov. Dans le ROC, ils sont 60% à trouver distingué et dans les normes que Jean Chrétien ait sauté à la gorge d'un manifestant. Au Québec, on est 72% à trouver ce geste plutôt déplacé.

C'est le même Jean Chrétien qui, en voyage en Australie, avait dit qu'ils étaient rares les pays à «*tenir comme ça plusieurs référendums — pardon, référenda...*». Par la même occasion, il avait plaidé que le Canada «*avait toujours défendu les voleurs (sic) de la démocratie et de la justice...*».

Bien sûr, on ne peut être distingués en tout. Surtout quand on a les défauts propres à ceux qui sont affublés de deux langues secondes.

Michel Rioux



LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux

Conception graphique
Jean Gladu

Rédaction
Robert Boucher
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Vincent Martineau

Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Mise en page
Jean Gladu
Jean-Pierre Paré

Photographe
Alain Chagnon

Caricaturiste
Gité

Soutien technique
Lyne Beaulieu

Impression
Imprimerie de la CSN

Distribution
L'équipe du congrès

La capitale de la solidarité

Michel Rioux

La scène avait quelque chose d'un peu surréel: par un froid sibérien, quelques milliers de personnes marchaient dans les rues de Joliette, à l'hiver 1974, en suivant un tracteur dont descendit le président de la CSN, Marcel Pepin. Un long ruban à mesurer à la main, ce dernier marqua la limite à l'intérieur de laquelle les grévistes de la Canadian Gypsum ne devaient plus pénétrer. Ordre de la cour.

Mais la cour n'est pas toujours sérieuse et il s'est trouvé que des grévistes habitaient à l'intérieur du périmètre de 1,000 pieds de l'usine, désormais interdit par ordre du savant juge Montgomery, de la Cour supérieure.

Comme d'habitude, la compagnie avait pu compter sur la complaisance d'un juge pour réaliser une partie de ses basses oeuvres. Mais comme il est arrivé souvent dans les conflits de travail, le résultat obtenu fut tout le contraire de celui recherché par la compagnie. Rédigé dans la seule langue anglaise, l'injonction du savant juge provoqua une réaction de solidarité comme on n'en a pas vu souvent dans l'histoire du Québec. «*Les ouvriers de Gypsum voient leurs droits niés dans la langue des maîtres*», avait tonné Marcel Pepin.

La formule Rand

Au début des années soixante-dix, Gypsum — qui n'avait de Canadian que le nom, étant propriété de U.S. Gypsum à quasiment 100% — avait durci son attitude face à ses syndicats, dont ceux de Saint-Jérôme, de la rue Notre-Dame à Montréal et de Joliette. À cet endroit, c'est la formule Rand qui était en cause, la compagnie s'entêtant à refuser d'appliquer cette formule qui l'était pourtant à peu près partout. À Joliette et à Montréal, la grève avait éclaté le 8 mai 1973.

À Montréal, la grève dura plus d'un an. Il fallut 21 mois de lutte pour que les 80 travailleurs de Joliette retournent au travail avec en poche un règlement satisfaisant. Deux années pendant lesquelles, cependant, on vit s'exer-

cer une solidarité qui toucha tous les secteurs de la ville et toutes les couches de la population.



cer une solidarité qui toucha tous les secteurs de la ville et toutes les couches de la population.

«Lalonde joue pour Chicago»

Alors affiliés à la FTQ, les travailleurs de l'usine Firestone menaient eux aussi, au même moment, une lutte féroce contre leur employeur. Plusieurs actions conjointes ont uni les deux syndicats, à un point tel que, sans doute impressionnés par l'appui que la CSN apportait aux travailleurs de Gypsum, ceux de Firestone joignaient les rangs de la CSN un peu plus tard.

Le fameux jugement Montgomery avait donné un second souffle à la lutte difficile des gars de Gypsum. On a compté environ une quarantaine d'arrêts de travail, d'une heure à

une journée, dans des entreprises ou des institutions de Joliette et de la région, en appui à leur lutte. Les mouvements nationalistes se sont eux aussi mis de la partie, dénonçant cette compagnie américaine qui traitait de la sorte des ouvriers francophones.

C'est à l'occasion de ce conflit que le Service de l'information mit en circulation l'un des slogans les plus percutants, collé à des milliers d'exemplaires dans la ville de Joliette. Le siège social de Gypsum était à Chicago. Le directeur de l'usine se nommait Lalonde. Or, cette année-là, les séries de la Coupe Stanley opposaient les équipes de Montréal et de Chicago. «*Lalonde joue pour Chicago*», put-on lire sur les collants.



Tous les jours, les travailleurs de Canadian Gypsum voyaient entrer des scabs dans leur usine, dans un autobus transformé en forteresse. Ce conflit, à l'instar de ceux de United Aircraft, de Stanchem et de Robin Hood, a contribué à l'adoption d'une loi anti-scabs.



Urgence: des promesses qu'il reste à remplir

Propos recueillis par Jacqueline Rodrigue et Luc Latraverse

D'entrée de jeu, Denise Boucher rappelle que cette marche avait pour objectif de regrouper les femmes afin de redonner une voix au mouvement des femmes et de faire connaître les revendications portées par les marcheuses.

Sur ces propos, Francine Lévesque renchérit en rappelant que trop souvent, la pauvreté des femmes se vit dans l'ombre et que la marche des femmes a permis de mettre en lumière, notamment, les problèmes économiques qu'elles vivent.

Renforcer notre cohésion

Pour les participantes, la marche «Du pain et des roses» a très certainement contribué à renforcer la cohésion du mouvement des femmes au Québec, et même à l'intérieur de la CSN. Marcher côte à côte toute la journée, passer tout ce temps ensemble alors qu'on provient de milieux différents, de régions différentes, et qu'on a tout le temps voulu pour échanger nos réalités, cela a créé, entre elles, des solidarités qui ne sont pas prêtes de se dissoudre.

D'ailleurs, il faut souligner que plusieurs femmes en région, qui n'ont pas l'habitude de militer, ont participé spontanément à cette marche, à leur mesure, en accueillant ces autres femmes qui venaient d'ailleurs et passaient par chez elles pour se rendre à Québec.

L'an dernier, des centaines de femmes entreprenaient une marche de 10 jours «Du pain et des roses», pour soutenir un ensemble de revendications en vue d'améliorer la situation économique des femmes. Le *Quotidien du congrès* a réuni des militantes qui ont participé à cette marche afin de connaître leur bilan et les perspectives qu'elles en tirent: Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec, Francine Lévesque, vice-présidente de la Fédération des affaires sociales, Denise Boucher, présidente du Conseil central de Québec et Danielle Hébert, conseillère syndicale au Service de la condition féminine de la CSN ont participé à cette table ronde.



Des revendications partagées

Aussi, pour Danielle Hébert, toute la préparation de la marche a conduit rapidement l'ensemble des groupes, qui d'habitude mènent généralement chacun de leur côté leur bataille, à vouloir cerner des priorités. Rapidement les femmes ont démontré leur volonté de circonscrire leurs revendications afin d'améliorer les conditions économiques des femmes. «Les femmes veulent atteindre des objectifs.»

Des résultats obtenus d'autres à venir

«Oui, nous avons fait des gains. Mais malheureusement, les politiciens prennent du temps à réaliser leurs engagements», note Françoise David. Parmi les résultats, nous avons obtenu le dépôt d'une loi sur la perception des pensions alimentaires ainsi qu'un projet de loi sur l'équité salariale. Toutefois, nous ne voulons pas que ce dernier projet de loi soit seulement présenté, mais bien qu'il soit adopté et ce, avant l'ajour-

nement de l'Assemblée nationale. Nous voulons également qu'il soit bonifié sous plusieurs aspects et particulièrement sur la place qu'il accorde aux non syndiquées. Par ailleurs, nous attendons des résultats plus probants sur la hausse du salaire minimum et la réforme de l'aide sociale. Après tout, \$6,45 l'heure, ça ne fait guère que \$13 000 par année, et ça, si vous travaillez 40 heures par semaine.»

De gauche à droite, Denise Boucher, Francine Lévesque, Françoise David et Danielle Hébert. De dos, Jacqueline Rodrigue et Luc Latraverse, du Quotidien du congrès.

À dix jours d'un autre événement

Les 1^{er} et 2 juin prochains, la Coalition des femmes contre la pauvreté — initiatrice de la marche «Du pain et des roses», dont la CSN est membre —, organise un autre événement afin de rappeler au gouvernement les revendications pour lesquelles les femmes ont marché l'an dernier et pour lesquelles elles n'ont pas encore obtenu les résultats escomptés.

Certes, les Francine Lévesque, Denise Boucher, Françoise David et Danielle Hébert souhaitent retrouver cette solidarité qu'elles ont rencontrée l'an dernier partout sur leur chemin, en traversant le Québec. Pour elles, la marche «Du pain et des roses» a eu un impact majeur au Québec et continue d'être porteuse de solidarité. Comme le souligne Francine Lévesque, «à la suite de la marche, nous avons assisté, même au niveau sectoriel, à des expériences nouvelles et fort enrichissantes. Dans le cadre de la reconfiguration du réseau de la santé et des services sociaux, des groupes de travail se sont constitués comprenant à la fois des travailleuses, des utilisatrices et des aidantes du réseau. Nous avons ainsi élargi nos visions des problèmes et nous travaillons à développer des convergences. Je suis certaine aussi que cela ajoutera davantage à notre crédibilité dans la population.»



Solidarités nouvelles ou renouvelées?

Danielle Hébert rappelle que «ça fait vingt ans qu'on travaille à construire ces solidarités entre femmes provenant de divers organismes communautaires et syndicaux. Mais cette fois-ci, nous sommes allées plus en profondeur. Nous n'en sommes plus à discuter des principes, mais vraiment à faire les choses ensemble. Il nous faut trouver nos intérêts communs et, oui, développer aussi de nouvelles solidarités.»

L'économie sociale du point de vue des femmes

Un des sujets de l'heure, c'est celui de l'économie sociale; il se retrouve sur les lèvres d'un peu tout le monde. «Rappelons que c'est là encore une des revendications de la marche des femmes qui d'ailleurs composent les trois quarts de ce secteur d'activité économique, note Françoise David. Nous avons obtenu la promesse d'un investissement de \$250 millions, dont \$25 millions la première année et \$50 millions cette année. L'an dernier, on a eu \$5 millions et cette année, on ne sait pas encore.

«Ce qu'il faut noter, c'est que le gouvernement parle soudainement beaucoup d'économie

sociale et le rapport du comité créé sur cette question, auquel les groupes de femmes ont participé, doit être rendu public ces jours-ci. Or, nous craignons que les représentants gouvernementaux ne signeront pas les recommandations de ce rapport. Parallèlement, nous estimons qu'il se fait beaucoup de récupération au sujet de l'économie sociale. Plus cette question prend de l'importance, plus elle s'annonce porteuse de retombées en emplois ou de financement en dollars, de plus en plus de monde veut s'accaparer les bénéfices qui pourraient en résulter. Le gouvernement confie des études à plusieurs experts. On fait clairement sentir aux femmes qu'elles devront partager le gâteau, alors qu'auparavant, il ne semblait pas si alléchant que ça.» Denise Boucher précise que justement, il n'y a que deux régions, Québec et la Montérégie, où les conseils de développement régionaux ont des politiques d'accès à l'égalité à l'embauche dans les projets qu'elles pilotent. «Cela devient un nouvel enjeu pour les femmes qui se préoccupent depuis peu des dossiers économiques. Et même s'il y a des femmes qui occupent des positions de pouvoir et de décision, ces dernières ne développent pas néces-

sairement une approche féministe afin de défendre nos intérêts dans des dossiers traditionnellement administrés par des hommes.»

Francine Lévesque, à l'instar des autres participantes, soulève le danger qui guette le mouvement des femmes dans les débats sur l'économie sociale. «Dans le secteur de la santé et des services sociaux, c'est une question très épineuse qui soulève beaucoup d'antagonismes. Plusieurs considèrent, dans le contexte des compressions et des restructurations, que le développement de l'économie sociale est finalement un outil pour confier nos emplois à moindre coût au communautaire.»

Sur ce sujet, en parlant de la récupération que le gouvernement fait actuellement de l'économie sociale, Françoise David exprime la crainte de plusieurs, dans les groupes de femmes, que finalement «cette question finisse par nous échapper et que le gouvernement fasse tout le contraire de ce qu'on veut.» Ce qui fait dire à Denise Boucher «que ce débat crucial nous oblige à dépasser les intérêts de chacun afin de développer des lignes de solidarité qui soutiennent les mêmes objectifs.»

Que pensez-vous du projet de privatisation de l'eau caressé par le maire Bourque?

André Lajoie, président du Syndicat des employés municipaux de la Ville de Hull



Ça m'inquiète! Si on permet la privatisation de pans de services publics aussi importants, où va-t-on s'arrêter?

On n'a pas de contrôle sur la qualité des services par la suite, ni sur les coûts. Ils prétendent faire des économies, mais quand on regarde ce qui s'est fait en Europe, c'est le contraire. Et si ça se parle à Montréal pour l'instant, cela va sûrement donner l'idée à d'autres municipalités. Je m'inquiète aussi à cause des pressions de l'UMQ pour affaiblir encore l'article 45. Plusieurs de nos membres perdraient leurs jobs qui seraient faites par d'autres à des conditions de travail bien inférieures.

Gontran Imbeault, Syndicat des techniciennes et techniciens médicaux de l'Hôpital Notre-Dame



Je ne suis pas d'accord avec la privatisation parce que ça va affecter ma qualité de

vie. La qualité de l'eau risque de diminuer et je devrai me restreindre davantage parce qu'il y aura sans doute installation de compteurs d'eau. Les gens ont dû modifier beaucoup leurs habitudes de vie dans d'autres pays du monde où il y a eu privatisation. On a de bons services ici. Il n'y a pas de raison, sauf pour aller chercher de l'argent ailleurs. L'ensemble des Montréalais devra payer davantage.

Gaétan Châteauneuf, président du Syndicat de l'entretien à la STCUM



Ce n'est pas juste la privatisation de l'eau qu'il faut voir dans ce qui se passe.

Tous les services publics sont concernés. La privatisation de l'eau, c'est la porte d'entrée à la privatisation dans le secteur public. Je trouve ça épouvantable qu'on dilapide nos acquis collectifs, financés avec notre argent, nos taxes. Comment se fait-il que ce serait plus rentable avec l'entreprise privée, qui a pour but de faire des profits et atteindre

les plus hauts taux de rendement possibles? En conservant le service d'eau dans le public, ça va être plus rentable et plus performant, comme on l'a démontré dans le transport. Dans les garages, on s'est aperçu qu'en comparant la qualité et les prix, nous étions très concurrentiels. D'ailleurs, nous sommes souvent obligés de reprendre l'ouvrage fait en sous-traitance. L'expérience des pays où on a privatisé l'eau a démontré que les contribuables ont subi des augmentations des coûts vertigineuses. Attention! Le maire Bourque fait semblant de reculer. Il va nous dire qu'ici on va faire ça différemment d'ailleurs. Mais on va s'apercevoir, dans 4 ou 5 ans, que c'est pareil!

Lucie Gauthier, Syndicat des employés de l'Hôpital du Sacré-Coeur



Ça va bien actuellement, pourquoi changer? Si ça allait mal, je pourrais comprendre qu'on se pose la question. Mais c'est pas le cas. Peut-être qu'au début, ça coû-

terait moins cher. Peut-être. Mais ça augmenterait rapidement, j'en suis sûre! Et c'est difficile de revenir en arrière ensuite, de reprendre le contrôle parce qu'on a perdu l'expertise, le personnel formé, etc. Et qui va contrôler la qualité de cette eau-là? Puis où ça va s'arrêter, la privatisation? Est-ce que ce sera les parcs publics ensuite? Il faudra payer pour s'y promener? Non je ne suis pas d'accord.

Angelo Vendetti, travailleur à l'imprimerie Lawson-Margo à Baie d'Urfé



Je connais quelques personnes qui travaillent à l'usine d'épuration des eaux.

L'autre soir, elles m'ont raconté que les boss les surveillaient à leur insu, qu'elles se sentaient «espionnées». Dans le but de les prendre en défaut pour pouvoir dire qu'avec la privatisation, ça va être mieux? Ça n'a pas d'allure!

Nous vivons dans le pays et la ville où l'eau coûte le moins cher! Elle coûte moins cher parce qu'elle est de qualité et demande peu d'efforts pour la purifier. D'où l'intérêt des entreprises privées pour mettre la main sur un service et faire de l'argent assez facilement? La privatisation de l'eau va entraîner une augmentation des coûts. Dans l'idée de privatiser, on doit y voir l'orientation de la Ville de Montréal qui veut tout privatiser, pour se débarrasser du syndicat, pour réduire les conditions de salaire et de travail?

Arthur Fowler, président du syndicat des acupuncteurs



C'est un retour en arrière. Autrefois, il y a 20 ans, on se souviendra que l'on payait l'eau,

l'équivalent d'un mois de loyer. Si on doit privatiser, les Montréalais payeront certainement plus cher pour avoir de l'eau. C'est une façon détournée, indirecte de nous taxer encore plus. Si on privatise l'eau, qu'est-ce qui empêchera l'administration municipale de privatiser d'autres services et de nous faire payer pour des services qu'on a déjà à même nos taxes municipales?

ENQUÊTE

La charge

a augmenté

Selon l'enquête GRT-CSN, 62,6% des hommes qui effectuent du temps supplémentaire le font volontairement, alors que 58% des femmes qui le font y sont obligées. Au cours des trois dernières années, 54,1% des hommes et 66% des femmes estiment que leur charge de travail a augmenté.

Cette situation, cependant, ne semble guère profitable: 75,8% des femmes et 66% des hommes sont peu ou pas satisfaits des possibilités de promotion qui s'offrent à eux. Enfin, 92,7% des femmes et 87,4% des hommes estiment nécessaire ou important que la CSN travaille à réduire les écarts salariaux hommes/femmes. Mais tandis que 74,1% des hommes estiment que leur revenu d'emploi est le premier salaire du foyer, 63% des femmes le considèrent comme un des revenus qui contribuent au foyer.

La Russie lance un appel à la solidarité syndicale internationale

Vincent Martineau

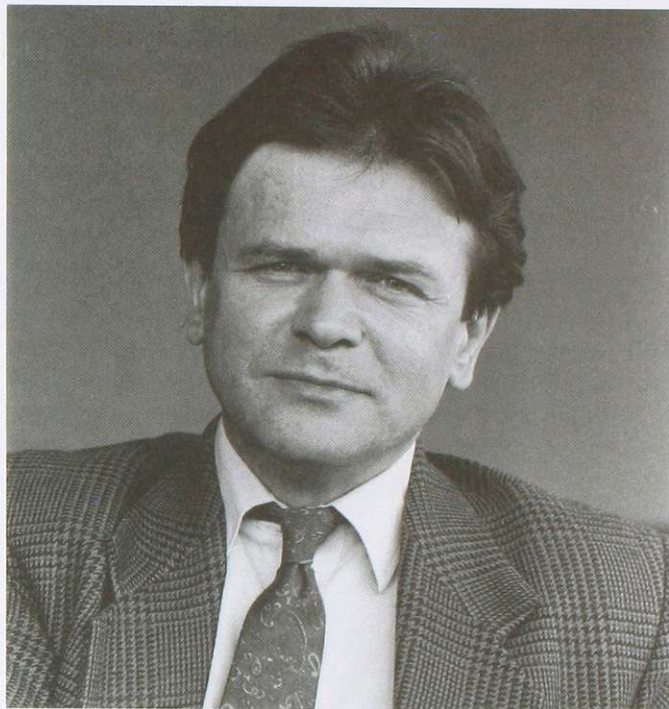
Vassili Balog, le représentant de la Confédération générale des syndicats (CGS) de Russie, souhaite le soutien du mouvement syndical international. Celui, en particulier, des centrales des pays industrialisés qui ont acquis une riche expérience de luttes dans des conditions analogues à celles que vit présentement la Communauté économique européenne. «Au plan international, nous accordons une attention particulière à la coopération dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail, où la CGS a un statut consultatif. En raison de l'assistance offerte par l'OIT, nous nous prononçons pour le maintien de ses activités dont les syndicats ont certainement besoin», soutient M. Balog.

La Confédération générale des syndicats, qui représente 107 millions de travailleurs dans 10 pays de la Communauté d'États indépendants, s'inquiète de la montée du néo-libéralisme. «*Les syndicats ont de nouveaux obstacles à franchir, de nouveaux problèmes à résoudre. L'engagement des gouvernements sur la voie du développement néo-libéral est à l'origine de plusieurs problèmes*», a affirmé M. Balog.

Actuellement, en Russie, plusieurs secteurs de l'économie nationale sont paralysés. On assiste à une dégradation de l'industrie et de l'agriculture dans les pays de la CEI. Le développement scientifique et technologique, la production de biens de consommation et de denrées alimentaires sont en décroissance. À l'opposé, l'inflation, le déficit budgétaire et la dette extérieure ne cessent d'augmenter. De 1991 à 1993, le revenu national a chuté de 40%.

«Le "prix social" des réformes s'est révélé excessif. Le niveau de vie de la population a chuté du triple, et les contraintes économiques ont divisé la population selon le revenu. L'ancienne "classe moyenne" est pratiquement disparue et il s'est formé un groupe restreint de gens riches qui représentent environ 10% de la population», explique le représentant syndical russe.

Selon Vassili Balog, la plupart des pays de la CEI qui ont connu des réformes ont subi une baisse sans précédent des salaires. S'y ajoute la hausse du chômage ainsi que le problème des salaires impayés. D'après les données officielles, seulement pour six États de la Communauté d'États indépendants, la totalité des arriérés de salaire, au premier



Vassili Balog

janvier 1996, se chiffrait à 3 milliards de dollars US. «*Nous en avons ras le bol des problèmes causés par l'administration des réformes. En principe, les syndicats les ont soutenues. Cependant, ces réformes sont appliquées de façon irréfléchies, parfois à l'aveuglette. La politique économique est réduite à combler les brèches*».

Grèves en hausse

En Russie, le mouvement de grève a radicalement augmenté depuis l'an dernier. En 1995, près de 9000 grèves de durée et d'ampleur différentes ont été tenues. Un changement radical par rapport à l'année 1994 où seulement 514 grèves ont eu lieu. «*L'année dernière, les syndicats de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et du Kazakstan ont mené plusieurs actions nationales de protestation contre la politique anti-sociale des pouvoirs organisés. Ces actions se révèlent des plus efficaces*», souligne M. Balog.

Autoroute électronique

À son avis, l'Internet est un excellent moyen de communication entre les organisations syndicales du monde entier. Actuellement, plusieurs syndicats l'utilisent pour communiquer entre elles. «*C'est très important pour nous que les syndicats trouvent les moyens d'établir un réseau international de communication; l'Internet serait l'un de ceux-là*», souligne le représentant de la CGS.

Il existe présentement une liste de discussion qui compte environ 500 abonnés. Elle porte sur le marché du travail et le syndicalisme auquel participent plusieurs organisations syndicales. «*De plus, plusieurs organisations d'envergure, comme l'Organisation internationale du travail et la Banque mondiale, donnent accès à une foule de données et statistiques très utiles aux organisations syndicales*», a-t-il conclu.

«Pour que les jeunes n'oublent pas»

Michel Rioux

Paul Côté, c'est une institution sur la Côte et surtout dans son syndicat de la Reynolds, à Baie-Comeau.



Paul Côté

Il ne fait rien comme les autres, d'ailleurs. À 63 ans, après 35 ans dans l'aluminerie, il prend sa retraite. Bien sûr, il se paye quelques petits voyages de pêche. Il adore. Mais surtout, il décide d'écrire l'histoire de son syndicat.

Pourquoi avoir écrit cette histoire?, lui a demandé le *Quotidien du congrès*. «Pour que les jeunes de l'usine n'oublent pas dans quelle misère leurs pères ont travaillé. Pour qu'ils n'oublient pas non plus tout le support que nous a apporté la CSN à chaque fois qu'on a dû se battre», répond-il. C'est ce que souligne en préface l'ex-président de la CSN Norbert Rodrigue: «Pourquoi est-il si important de se souvenir? Parce que c'est la meilleure façon de soutenir les combats d'aujourd'hui et de préparer ceux de demain.»

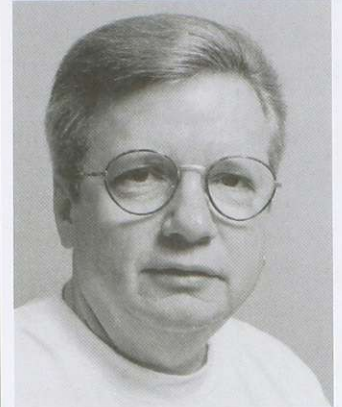
Après deux ans de travail, il a finalement publié son *Histoire du Syndicat national de l'aluminium de Baie-Comeau*. Tiré à 2000 exemplaires, l'ouvrage raconte l'histoire du syndicat à partir de la lutte pour implanter un syndicat CSN.

«C'est le 5 juillet 1960 qu'on a réussi, après trois années d'efforts, à mettre dehors l'union américaine que la compagnie nous imposait, la Sheet Metal Workers. Avec la CSN, on s'est battus. Je pense que c'est arrivé une seule fois qu'on a réglé sans grève ou sans lock-out», raconte Paul Côté.

Il avait apporté une trentaine d'exemplaires de son histoire. L'ami Ulysse Duchesne, de Charlevoix, s'est chargé de les écouler en quelques minutes. Paul était très fier.

Des souvenirs

En lisant l'histoire de l'occupation de l'Institut Albert-Prévost, Martin Bolduc a res-



sassé de vieux souvenirs. Militant de ce syndicat depuis 1966, il faisait partie des syndiqué-es condamnés à six mois de prison en 1972 par le juge Georges Pelletier. Six mois réduits à six jours qui, finalement, ne furent jamais purgés. Martin Bolduc est trésorier de son syndicat depuis 1966; il a été délégué à la FAS et au conseil confédéral pendant plusieurs années.



«Moi, je suis un crack du syndicat!»

Concours

Eh bien! C'est votre dernière chance aujourd'hui de gagner un superbe gaminet du service de la formation. Mais la boîte sera en place jusqu'à demain midi. On a remarqué que les femmes sont beaucoup plus portées sur l'écriture que les hommes. Alors les gars! Un petit effort. On aimerait aussi avoir vos commentaires.

Quelques propos reçus hier: En l'an 2000, il sera toujours nécessaire de se syndiquer parce que...

«Mon patron n'aura pas encore pris sa retraite... Un boss, c'est un boss, en 90 ou en l'an 2000... Il y aura encore des injustices sociales, de l'arbitraire et de l'exploitation des travailleurs... C'est ensemble qu'on réussira à maintenir tous nos acquis sociaux... Surtout avec la mondialisation des marchés... De plus en plus les travailleurs auront besoin de la solidarité que procure un syndicat...»

Les gaminets ont été gagnés par:

Bertrand Harvey, S.T.T du papier d'alma

Gisèle Lettre, Syndicat des Travailleurs du CA Haut Saint-Laurent

Monique Renaud, S.T. Saint-Vincent de Paul, Valleyfield

Il faut venir les chercher au kiosque de l'accueil.
Bravo!

C'est là aussi qu'on dépose les coupons de participation!

Je suis fier de parler de la CSN
parce que...



Nom _____

Syndicat _____



Y paraît que...



La décision la plus importante de notre vie

Marie Lefebvre a engueulé le Couche-Tard en apprenant qu'il avait offert en adoption sa mauvaise graine de petit punk de pissenlit. Après des discussions orageuses, ils ont finalement décidé de l'adopter eux-mêmes. Le nom qu'il ont choisi est Pixie. Ils vont faire aujourd'hui même une demande officielle à Ginette Guérin pour qu'elle soit la marraine lors du baptême qui aura lieu sous peu. Pour le parrain, ils hésitent, mais Camil Bélisle ferait un excellent papa-gâteau s'il est disponible.

...

L'équipe d'information dit NON au chef des nouvelles

Hier matin, le chef des nouvelles du *Quotidien du Congrès*, Michel Rioux, a proposé que la question du sondage express soit: «*En raison de son âge avancé, le pape Jean-Paul II ne devrait-il pas prendre sa retraite et démissionner?*» Il y a eu tollé général, sauf de la part du Couche-Tard qui a un grand respect de l'autorité et qui, lui, va répondre à côté de la question. Réponse: «*Eh bien! Jean-Paul II est l'exception qui confirme la règle suivante: derrière chaque grand homme il y a une femme.*»

...

Anticonstitutionnellement vôtre

Je sais fort bien que tous les congressistes sont formelle-

ment en désaccord avec l'idée de la partition du Québec et avec l'idée de la partition tout court. Cependant, au nom des musiciennes et des musiciens du Québec, il faut la réclamer. Comment pourraient-ils jouer sans elle?

...

Avez-vous vu la même chose que moi sur les écrans?

Hier matin, un bout de film montrant Léopold Beaulieu le Jeune fut présenté. À quelques détails près, il a peu changé: disons que, dans le temps, il avait des cheveux. Il a eu droit à des applaudissements nourris et chaleureux des congressistes, dont plusieurs avaient le sourire fendu jusqu'aux oreilles. Rencontré peu après, je lui demande: «*C'est au boutte, ils t'ont reconnu?*». Et lui de répondre: «*Oui, mais ils ont ri trop vite!*»

...

MESSAGES ET ANNONCES CLASSÉES

Deux déléguées du Foyer de la Baie (Sag-Lac) invitent celles et ceux qui veulent se faire cuire un steak ou une «chop» de porc sur charcoale à venir à leur patio du Holiday Inn du quartier chinois. Demander Marise et Suzanne. Réf. SAG

Louis Primeau souhaite bonne trentaine (smack, smack) à Yoline Lemieux du CA Haut Saint-Laurent de Valleyfield. Réf. VAL

Réal Binet, de l'inoxydable Fédération de la métallurgie, revient d'Italie. Il a de l'huile d'olive vierge à vendre. C'est pas cher et il en a en quantité industrielle. Réf. ITA

Histoire vraie survenue à un conseiller syndical

Marcel Duval, salarié FTFP dans le Nord-Ouest, a eu la surprise de sa vie un matin qu'il était à l'hôtel et qu'il s'apprêtait à revêtir son habit chic de négociateur: il manquait une manche complète, comme si elle avait été mangée par une bibitte. Et c'était le cas. Un hamster appartenant à un de ses enfants s'était en effet caché dans une poche et avait finalement dévoré une partie de l'habit. Il en fut quitte pour aller négocier en tenue sport. Morale: l'habit ne fait pas le négociateur.

...

Amateurs de basketball rendez-vous au 1601

Si vous avez apporté vos shoelaques, venez rejoindre Gilles Bégin et le Couche-Tard au 1601 de Lorimier (l'édifice de la CSN) ce soir à 19 heures.

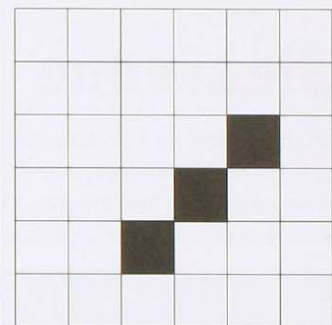
Gagné a-t-il gagné?&!

Nos gagnant-es d'hier: Claude et Jacques (CH de Chicoutimi), Monique (CH Robert Giffard), Paul-Émile, Francine et Charlotte (Clinique Roy-Rousseau). Eh non! Gagné n'a pas encore gagné.

Devinette: Faites une phrase avec poulet, poussin et poumon.

Réponse: **Poulet-tu avoir poussin cennes de bonbons poumon ti-frère?**

Mots croisés



Horizontal

- Petit repos, de préférence dans l'après-midi.
- Plantes qui peuvent se manger en salade.
- Adverbe.
- Dans la rose des vents. Du verbe mouvoir.
- Deux en chiffres romains. Rayon.
- Membre de la tribu de Lévi.

Vertical

- Quotidien de Québec.
- Raillerie.
- ... ou ne pas être.
- Situé. Du verbe rire.
- Pronom personnel. Poteau supportant un drapeau.
- Sèche en frottant.

Réponse aux mots croisés d'hier

Q	U	E	B	E	C
U	R	S	U	L	E
I	N	T	R	U	S
L	E		E		U
L		A	N	A	R
E	P	I	T	R	E

Merci les caisses! Non, pas les caisses Desjardins

C'est aux deux caisses de la CSN, celle de Montréal et celle de Québec, que le Service de l'information réitère publiquement ses remerciements. Grâce à leur contribution, comme à chaque congrès depuis... depuis... oh!, depuis plusieurs congrès, vous avez entre les mains un *Quotidien du congrès* plus joyeux, moins...mortuaire. En effet, sans ces sous salutaires, soucis incessants nous souffririons à cause des soustractions à notre budget entraînées par l'impression d'un journal en deux couleurs plutôt qu'une seule. En clair: ces contributions nous permettent d'utiliser une deuxième couleur, ce qui vous donne un journal plus plaisant à lire, et à nous, plus intéressant à fabriquer.

Bienvenue

Le Service de l'organisation avait retenu les talents d'une creieuse du Moyen Âge pour diffuser son message dans les corridors du Palais des congrès. En termes galants, invitation était faite à se transformer en diffuseur de la bonne nouvelle, armés



seulement d'une fiche-contact que vous trouverez dans les documents du congrès:

«et parés de cet engin, vous pourrez tous et toutes, messires, en peux chevaliers du syndicat qui ont une mission à accomplir sous le couvert de la confiance, vous nous remettrez prestement ce parchemin

gravé de votre nom afin que nous puissions de bonne façon répandre la poudre CSN dite de perlimpimpin.

Dès lors, quiconque établira contact avec nous verra décroître sa peine

car nous fournissons du 200% et le syndicat, c'est fort en bonyenne!»

Ont gagné le concours de l'organisation:

Denis Tremblay, C.H. Robert-Giffard de Québec,
Christiane Robidoux, Hôpital Notre-Dame,
Gilles Rousseau, Santé et services sociaux Montréal et Laval,
Michel Bouchard, syndicat 5^e Saison, Beauport,
Lyna Marois, C.H. de l'Amiante.

SUR LA ROUTE DES MOTS



Une initiative absolument inédite d'un groupe de travailleuses et de travailleurs du Syndicat des autobus La Diligence (FEESP-CSN) a produit des résultats que même l'Office de la langue française a reconnus en leur accordant un Mérite du français. Animé par Jacques Forgues, membre du syndicat, un groupe dont plusieurs étaient des analphabètes fonctionnels s'est mis à la tâche de produire un lexique appliqué au transport. Tous les syndicats CSN du secteur des autobus scolaires ont reçu le lexique. Pour obtenir le lexique: Jacques Forgues, 1275 8^e rang, Val-David, JOT 2NO.

Vidéo Ogilvie

**Grande
première:
document
sur la lutte
des
travailleurs
d'Ogilvie.**

**À
12h30,
salle 402-C.**

**Venez
en grand
nombre.**

Émotion

Toujours émuant de tenir entre ses mains sa dernière publication. C'est donc très émus que deux responsables du Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal se sont présentés aux locaux du *Quotidien du congrès* pour nous présenter leur nouvelle production. On les félicite.

SCCUO-NÉGO

Publication du
Syndicat
des chargés
et chargés
de cours
de l'Université
du Québec
à Montréal
(FNEEQ-CSN)

•
PRINTEMPS
1996

•
VOLUME 7
NO 2



La première sur Internet

La CSN a été la première centrale syndicale québécoise, dès octobre 1995, accessible par Internet. On y trouve plein d'informations de toutes sortes sur la centrale, des extraits de documents publiés par divers services, des liens avec plusieurs autres sites dont le contenu est en rapport avec le travail à travers le monde, etc, et on peut même y écrire directement au président Larose! L'adresse URL:

<http://www.accent.net/csn>